



COUNTRY RESOLUTIONS ADOPTED AT THE NGOs FORUM PRECEDING THE
85TH ORDINARY SESSION OF THE AFRICAN COMMISSION ON
HUMAN AND PEOPLES' RIGHTS
17TH – 19TH OCTOBER, 2025

CRES/001/10/25: RESOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE
L'HOMME EN ALGERIE

Nous, les participants au Forum sur la Participation des ONG à la 85e Session Ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) tenue à Banjul, en Gambie, du 17 au 19 octobre 2025, décidons ce qui suit :

Rappelant les engagements de l'Algérie au titre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et autres instruments internationaux, Préoccupés par les mesures restrictives touchant la liberté d'expression, notamment les incriminations pénales vagues utilisées pour réprimer les opinions critiques, entraînant un environnement d'autocensure et un affaiblissement du pluralisme,

Alarmés par la restriction disproportionnée de la liberté d'association et de réunion pacifique, marquée par un régime d'agrément arbitraire, des interdictions de rassemblements, et l'absence de voies de recours effectives,

Profondément inquiets du recours aux interdictions non notifiées et sans contrôle judiciaire de sortie et d'entrée sur le territoire qui restreignent la libre circulation de journalistes, syndicalistes et universitaires et défenseurs des droits humains avec des impacts graves sur leur vie familiale et leur santé, Condamnons les expulsions massives et collectives de migrantes et migrants vers le Niger sans procédure individuelle ni accès à l'asile, exposant ces personnes à des risques sévères et à des traitements inhumains,

Dénonçons la montée des discours de haine racistes et la stigmatisation institutionnalisée envers les migrants subsahariens, incluant des arrestations massives et une qualification sécuritaire généralisée injustifiée,

Exigeons la fin des pratiques de détentions arbitraires, la garantie d'un procès équitable et la responsabilité effective de l'État quant aux violations des droits fondamentaux, comme illustré par les cas récents de militants et défenseurs des droits humains soumis à une répression judiciaire disproportionnée et à la torture,

Nous appelons la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à adopter une résolution sur la situation des droits humains en Algérie, demandant qu'elle :

1. **Exhorte** les autorités algériennes à mettre fin à l'utilisation d'infractions vagues contre la liberté d'expression, à garantir la protection des journalistes, défenseurs et militants, et à assurer la liberté d'information et de pluralisme citoyen.
2. **Invite** à la mise en place d'un régime déclaratif selon la constitution transparent et respectueux du droit à la liberté d'association, favorisant l'exercice plein des libertés de réunion pacifique et de participation publique sans entraves arbitraires.
3. **Demande** l'abrogation des interdictions arbitraires de sortie et d'entrée sur le territoire, l'instauration d'un contrôle judiciaire effectif, et la garantie du droit à la liberté de circulation conformément à l'article 12 de la Charte africaine.
4. **Condamne** les expulsions collectives massives de migrants sans procédure individuelle, et appelle à la suspension immédiate de ces expulsions, à la garantie du droit d'asile et à la coopération renforcée avec les agences humanitaires et organisations internationales compétentes.
5. **Exhorte** l'État à combattre efficacement les discours de haine racistes, à sanctionner les auteurs et à protéger les migrants contre toute forme de discrimination et de violences.
6. **Encourage** la Commission à diligenter une mission d'enquête indépendante sur les violations des droits humains en Algérie, avec accès aux victimes, défenseurs, société civile et autorités, et à formuler des recommandations concrètes pour la restauration des droits fondamentaux.
7. **Appelle** l'Union Africaine et les partenaires internationaux à soutenir une diplomatie fondée sur les principes visant la restauration d'un espace civique

libre et sûr en Algérie, la garantie des droits humains, ainsi que la protection des personnes vulnérables, incluant un suivi vigilant des engagements de l'Algérie au regard de la Charte africaine.

Fait à Banjul, le 19 octobre 2025 *Le Forum*

CRES/002/10/25: RESOLUTION RELATIVE A LA CONDAMNATION
DES VIOLATIONS GRAVES ET MASSIVES ET CRIMES
INTERNATIONAUX, EN CE COMPRIS LE GENOCIDE, COMMIS EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LA NECESSITE
D'EN PUNIR LES AUTEURS

Nous, les participants au Forum sur la Participation des ONG à la 85e Session Ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) tenue à Banjul, en Gambie, du 17 au 19 octobre 2025, décidons ce qui suit :

Préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire et ses conséquences sur les populations notamment le génocide touchant environ 9.000 personnes, plus de 700.000 personnes réfugiés au Burundi et en Ouganda, plus de 7 millions des déplacés internes, 11.444 victimes des violences basées sur le genre au Sud-Kivu de Janvier en Septembre 2025, l'assassinat des 5 défenseurs des droits humains dans les zones occupées par les rebelles, plus de 500 acteurs de la société civile en fuite dans des villes de la RDC et des Pays de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC),... ;

Préoccupé par les trois décennies de conflits armés dévastateurs, ayant causé plus de 10 millions de morts et plus de 7 millions de déplacés internes sans compter les réfugiés en République Démocratique du Congo ;

Reconnaissant les efforts des parties prenantes dans les initiatives et processus de paix de Nairobi, de Luanda, de Doha et de Washington grâce auxquels un cessez le feu s'observe malgré des affrontements sporadiques dans les Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ;

Soutenant l'adoption de la résolution 2773 par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;

Soutenant également les résolutions antérieures sur la République Démocratique du Congo, notamment la résolution **627 (LXXXII) de la Commission africaine des droits de l'homme et des Peuples** ;

Préoccupé par la recrudescence et la persistance de la crise sécuritaire qui risque d'embraser toute la région des Grands Lacs ;

Considérant la nécessité de rendre justice aux victimes des violations graves et massives des droits de l'homme commis en République démocratique ;

Tenant compte de la Résolution du Parlement de la République Démocratique du Congo votée ce 17 Octobre 2022 reconnaissant le génocide commis en République démocratique du Congo, ;

Tenant également compte des aspects contemporains(victimes actuelles) du thème de l'année (UA) intitulé *Justice pour les Africains et les personnes d'ascendance africaine* ;

Le Forum des ONGs :

1. **Reconnait** et condamne le génocide contre certaines communautés au cours des

conflits armés dans l'Est de République démocratique du Congo ;

2. **Reconnaît** et Condamne les violations graves et massives et crimes internationaux commis en République démocratique du Congo ;
3. **Demande** au Gouvernement congolais de mettre en place, en association avec l'UA et l'ONU, une juridiction spéciale pour poursuivre les membres des différents groupes armés auteurs de ces violations et à la Cour pénale Internationale (Bureau du Procureur) à poursuivre son enquête dans le cadre de la reddition de comptes pour les crimes internationaux, sans préjudice du soutien qu'il convient d'apporter au mécanisme mixte de justice pour la République démocratique du Congo en application de sa politique sur la complémentarité ;
4. **Appelle** les dirigeants de la République Démocratique du Congo de mettre également en œuvre la politique nationale de justice transitionnelle.
5. **Appelle** les dirigeants de la République Démocratique du Congo d'organiser le plus rapidement possible un Dialogue national inclusif pour résoudre une fois pour toutes les crises politiques internes.
6. **Demande** enfin à la Commission d'adopter également une résolution reconnaissante et condamnant les violations graves et massives des droits de l'homme et les crimes internationaux en République démocratique du Congo, en ce compris le génocide.

Fait à Banjul, le 19 octobre 2025 Le Forum.

**CRES/003/10/25: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN
RIGHTS IN EGYPT**

We, the participants of the NGO Forum on the Participation of Non-Governmental Organizations in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, from 17 to 19 October 2025,

Recalling the Arab Republic of Egypt's commitments under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other international human rights treaties.

Noting that despite comprehensive recommendations issued by the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) during Egypt's 2019 review, the human rights situation has continued to deteriorate. Five years later, Egypt undergoes its next review before the Commission in the upcoming session with little meaningful progress achieved.

Deeply concerned that systematic violations remain widespread, including torture, arbitrary detention, long-term enforced disappearance, reprisals against civil society, and continued use of the death penalty. Civil society actors and human rights defenders continue to face harassment, intimidation, criminalization, and reprisals for engaging with regional and international human rights mechanisms.

Alarmed by the widespread and systematic practice of enforced disappearance, where individuals are abducted by national security agents and held in secret detention facilities for weeks, months, or even years. Upon reappearance, they are often accused in fabricated cases, while prosecutors and judges routinely ignore their testimonies regarding enforced disappearance and ill-treatment.

Gravely concerned by the practice of "case rotation," through which new charges are systematically brought against political prisoners and prisoners of conscience nearing the end of their prison terms or maximum pretrial detention limits, effectively preventing their release and prolonging arbitrary detention.

Deeply concerned by the worsening conditions of detention, particularly in Badr and Wadi al-Natrun prisons, characterized by overcrowding, denial of family visits, lack of legal access, torture, ill-treatment, hunger strikes, and repeated suicide attempts by detainees protesting inhumane conditions.

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, during the period 17 to 19 October 2025, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human rights in Egypt, in which it:

1. Demands urgent measures to improve detention conditions, including ending solitary confinement, ensuring adequate healthcare, allowing regular family and lawyer visits, and addressing the alarming increase in suicide attempts linked to prison conditions.
2. Urges Egypt to end the misuse of counter-terrorism legislation, fabricated charges, and case rotation practices that perpetuate arbitrary detention, and to guarantee respect for freedom of expression, association, and peaceful assembly.
3. Requests the African Commission on Human and Peoples' Rights to follow up on its 2019 recommendations during Egypt's 2025 review by establishing a transparent

monitoring and reporting mechanism.

4. Urge the Egyptian government to ratify the Maputo Protocol without reservations to achieve its goals of promoting gender equality and protecting women's rights in Africa.
5. Reconsider laws and measures that restrict the movement and travel of certain categories of women outside the country.
6. Enact a unified law to combat violence against women that consolidates all existing legal provisions and regulates women's rights in Egypt, prohibiting violence in all areas.

Done at Banjul, October 19th 2025

The Forum

CRES/004/10/25: RESOLUTION ON THE SITUATION OF HUMAN

RIGHTS IN THE GAMBIA

We, the participants of the NGO Forum on the Participation of Non-Governmental Organizations in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, from 17 to 19 October 2025,

Recalling The Gambia's obligations under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other relevant international and regional human rights treaties to which it is a party.

Recognizing the progress made in the country's democratic transition and transitional justice process following the 2017 change in government, particularly through the work of the Truth, Reconciliation and Reparations Commission (TRRC), the establishment of the

National Human Rights Commission, and ongoing institutional reform efforts.

Concerned by the slow pace of implementation of the TRRC recommendations, especially those relating to justice and accountability for victims of gross human rights violations committed under the previous regime, and the absence of a clear and time-bound implementation plan.

Alarmed by continued reports of arbitrary arrests and prolonged detention of protesters, journalists, and political opponents, including violations of the 72-hour constitutional limit for bringing detainees before a court, as well as increasing incidents of intimidation and harassment of journalists, protesters and civil society actors.

Deeply concerned by the deteriorating conditions in prisons and detention facilities, including Mile 2 Central Prison and Jeshwang Prison, marked by overcrowding, poor sanitation, lack of adequate healthcare, insufficient food and clean water, restricted family visits, and reports of ill-treatment and neglect. These conditions amount to inhumane and degrading treatment and highlight the urgent need for comprehensive prison reform.

Noting ongoing challenges in ensuring justice sector reform, the protection of civic space, and the operational independence of the National Human Rights Commission, as well as the need to safeguard democratic gains ahead of future electoral cycles through stronger rule of law, accountability, and respect for fundamental freedoms.

We, the participants at the Forum on the Participation of NGOs in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia during the period 17th– 19th October 2025, call upon the Commission to adopt a resolution on the situation of human rights in The Gambia, in which it:

1. **Commends** the Government of The Gambia for its continued efforts in transitional justice and institutional reform, while urging full and timely implementation of the TRRC recommendations.
2. **Calls upon** the Government of The Gambia to urgently adopt and implement a comprehensive, time-bound roadmap for the TRRC recommendations, developed through inclusive consultations with victims, civil society, and other stakeholders.
3. **Urges** the Government to prioritize accountability and justice measures, including the investigation and prosecution of individuals responsible for serious human rights violations, in accordance with due process and international human rights standards.

4. **Recommends** strengthening the capacity and independence of the judiciary and the National Human Rights Commission to ensure they are adequately resourced and free from political interference.
5. **Calls on** the Government to repeal or amend laws that restrict freedom of expression, association, and peaceful assembly, and to protect journalists, human rights defenders, and civil society actors from intimidation, threats, or reprisals.
6. **Urges** the Government to take immediate steps to address the poor conditions in prisons and detention facilities, including decongestion measures, improving sanitation and healthcare, ensuring adequate nutrition, and ending all forms of ill-treatment, in line with regional and international human rights standards.
7. **Encourages** the Government to engage with civil society in the design and implementation of comprehensive security sector reforms, including reforms to the intelligence services and police, to prevent abuses and build public trust.
8. **Appeals** to the African Union and the international community to continue supporting The Gambia's democratic transition, particularly in areas of justice, institutional reform, prison reform, and human rights promotion.
9. **Calls for** gender-sensitive and inclusive approaches to transitional justice and national reconciliation to ensure the rights and voices of women, children, and other marginalized groups are effectively protected and represented.
10. **Encourages** the Government to intensify civic education and human rights awareness campaigns to foster a culture of accountability, peace, and democratic participation among citizens, especially the youth.

Done at Banjul, October 19th 2025

The Forum

CRES/005/10/25: COUNTRY RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS

SITUATION IN LIBERIA

We, the participants of the NGO Forum on the Participation of Non-Governmental Organizations in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, from 17 to 19 October 2025,

Recalling the obligations of Liberia under the African Charter on Human and Peoples' Rights and other regional and international human rights instruments to which it is a State Party;

Recognizing the progress made by Liberia in consolidating peace and democratic governance since the end of its civil conflicts;

Noting with concern the persistent challenges relating to impunity for past violations, high prevalence of sexual and gender-based violence (SGBV), weak access to justice, and inadequate protection of freedom of expression and the press;

Deeply concerned by continuing land and natural resource disputes, corruption in extractive sectors, and inadequate protections for persons with disabilities, refugees and

displaced populations;

Considering the critical role of Liberia in upholding human rights, good governance, and the rule of law in the Mano River Union and the West Africa region;

Resolves to:

1. **Call upon** the Government of Liberia to establish and operationalize an independent transitional justice and accountability mechanism, ensuring justice, reparations, and guarantees of non-repetition for victims of past violations.
2. **Urge** the Government to strengthen the fight against SGBV through effective enforcement of laws, adequate budgetary allocations for survivor support services, and the elimination of legal and cultural practices that perpetuate impunity.
3. **Request** Liberia to guarantee freedom of expression and the safety of journalists by repealing repressive laws, protecting whistle-blowers, and fostering an enabling environment for civil society and independent media.
4. **Encourage** the Government to implement the Land Rights Act fully, protect indigenous communities' land rights, and ensure free, prior and informed consent in all land and resource-related decisions.
5. **Urge** Liberia to increase investment in public legal aid, improve court efficiency, and uphold the independence of the judiciary.
6. **Call upon** the State to strengthen protections for persons with disabilities, including through legislation, accessibility standards, inclusive education, and social protection measures.
7. **Encourage** Liberia to ensure environmental justice, transparency, and accountability in the extractive sector, while protecting the rights of affected communities.

Done at Banjul, October 19th 2025

The Forum

**CRES/006/10/25: COUNTRY RESOLUTION ON THE PROTECTION OF
HUMAN RIGHTS DEFENDERS, JOURNALISTS, AND CIVIC SPACE
IN THE FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA**

We, the participants of the NGO Forum on the Participation of Non-Governmental Organizations in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, from 17 to 19 October 2025,

Recalling the provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights, particularly Articles 4, 5, 6, 9, 10, and 11, which guarantee the rights to life, dignity, liberty, freedom of expression, association, and peaceful assembly;

Mindful of the UN Declaration on Human Rights Defenders (1998), which affirms the right of individuals and groups to promote and protect human rights;

Noting with concern the increasing restrictions on civic space in Nigeria, including arbitrary arrests, harassment, digital surveillance, and reprisals against human rights defenders (HRDs), journalists, and activists;

Deeply concerned by ongoing incidents of excessive use of force during peaceful

protests, the misuse of cybercrime and defamation laws to stifle expression, and impunity for violations committed by state and non-state actors;

Recognizing the continued efforts of Nigerian civil society and the Nigerian Human Rights Defenders Network (NHRDN) in promoting human rights, security awareness, and resilience among HRDs, despite a challenging environment;

Acknowledging the ongoing deliberations at the National Assembly on the Human Rights Defenders Protection Bill, which seeks to institutionalize protection for HRDs across Nigeria;

The Forum Resolves to:

- 1 **Condemn** all forms of harassment, intimidation, and persecution of HRDs, journalists, and civic actors in Nigeria
2. **Urge** the Government of the Federal Republic of Nigeria to respect, protect, and fulfil the rights to freedom of expression, association, and peaceful assembly, in line with its obligations under the African Charter and other international instruments.
3. **Call upon** the National Assembly of Nigeria to expedite the passage of the Human Rights Defenders Protection Bill, ensuring its provisions meet international standards for the protection of HRDs.
4. **Appeal** to the ACHPR Special Rapporteurs on Human Rights Defenders, Freedom of Expression, and Women's Rights to conduct a fact-finding mission to Nigeria to assess and report on the situation of HRDs and civic freedoms.
6. **Urge** the National Human Rights Commission (NHRC) to strengthen collaboration with civil society networks to monitor violations, provide redress, and develop early-warning mechanisms for HRDs at risk.

Done at Banjul, October 19th 2025

The Forum

CRES/007/10/25: COUNTRY RESOLUTION ON THE HUMAN RIGHTS

SITUATION IN SUDAN

We, the participants of the NGO Forum on the Participation of Non-Governmental Organizations in the 85th Ordinary Session of the African Commission on Human and Peoples' Rights, held in Banjul, The Gambia, from 17 to 19 October 2025,

Alarmed by the ongoing armed conflict that broke out on 15 April 2023 between the Sudanese Armed Forces (SAF) and the Rapid Support Forces (RSF), building on a legacy of structural human rights violations and decades of impunity in Sudan;

Deeply concerned by the scale and severity of the conflict's humanitarian consequences, including what UN agencies—UNHCR, WFP, and OCHA—as of July 2025, described as the world's largest displacement and hunger crisis—with more than 12.8 million people internally displaced, over 3 million having fled to neighboring countries, and over half the population facing crisis levels of hunger;

Recognising the destabilising regional impact, especially in Chad, the Central African Republic, South Sudan, Egypt, Uganda, Kenya, Ethiopia, and Eritrea, which face the dual pressures of refugee inflows and conflict spillover;

Strongly condemning the grave violations committed by both the RSF and SAF

across Sudan, including in central Sudan, where FIDH's member organization SHRM documented serious abuses targeting rural populations. These include extrajudicial killings and massacres, mass displacement, looting and destruction of property and crops, arbitrary detention, torture, enforced disappearances, sexual and gender-based violence (SGBV), and ethnically targeted and retaliatory violence.

Further alarmed by the findings of the most recent joint Fact-Finding Mission (FFM) by FIDH and ACJPS to Eastern Chad in August 2024, which documented the widespread and systematic use of SGBV as a weapon of war by the RSF, SAF, and allied militias, both inside Sudan and across the border in refugee camps;

Condemning, in light of these findings, the weaponisation of women's bodies as a strategy of ethnic persecution and forced displacement, particularly the targeting of Masalit women and girls;

Gravely concerned that SGBV persists in refugee camps in Chad, where women and girls—already fleeing atrocities—continue to face severe risks including sexual violence, forced marriages, trafficking, and lack of access to basic services, with perpetrators often living side-by-side with survivors under conditions of impunity and fear;

Highlighting the additional threat posed by active surveillance and intelligence-gathering reportedly conducted by RSF operatives within refugee camps using technologies such as Starlink, creating an environment of constant fear for SGBV survivors and Women Human Rights Defenders (WHRDs);

Applauding the critical and courageous work of WHRDs operating in refugee camps in Chad and beyond, who, despite these constraints, provide frontline psychosocial and documentation support to survivors of SGBV, and **urging** the international community to provide them with direct funding, legal recognition, and protection as community-based human rights actors;

Acknowledging the mounting body of evidence gathered by civil society actors and international bodies indicating that many of these acts may amount to war crimes, crimes against humanity, and potentially genocide;

Reiterating that the recurrence of atrocity crimes in Sudan, including the continuation of abuses that originated in Darfur, is a direct consequence of the global community's collective failure to ensure accountability for past crimes;

Noting that national justice mechanisms remain paralysed by armed conflict, political instability, lack of judicial independence, and legal immunities granted to security forces under laws such as the 2007 Armed Forces Act, 2008 Police Act, and 2010 National Security Act;

Recognising that accountability efforts must be holistic, including not only criminal prosecutions but also truth-seeking, reparations, and institutional reform, and that these efforts must centre on the experiences and rights of victims and survivors;

Further recognising the role of community-based reconciliation initiatives such as *Judiyya*, while noting that they must be reformed and closely monitored to ensure they do not replace or undermine formal justice processes, especially when addressing SGBV;

Affirming the potential role of the African Union, particularly its Peace and Security Council (PSC), which is mandated to respond to grave circumstances such as war crimes and crimes against humanity, including through the deployment of peace support operations with a civilian protection mandate, though its capacity in this regard remains underutilized;

Further recognizing the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR), particularly its Joint FFM established under Resolution ACHPR/Res.590 (LXXX) 2024 to investigate violations in Sudan, as a vital mechanism for documentation and accountability; and

Encouraging the ratification of the Malabo Protocol to grant the African Court of Justice and Human and Peoples' Rights (ACJHR) jurisdiction over international crimes, thereby strengthening the continental justice framework;

We urge the African Commission to:

Call on all parties to the conflict in Sudan to:

- Immediately cease hostilities and abide by international humanitarian and human rights law;
- End all attacks on civilians, civilian infrastructure, humanitarian workers, and medical personnel;
- Allow safe, unhindered, and sustained humanitarian access to all affected regions;
- Cease the use of starvation, forced displacement, and sexual violence as methods of warfare;
- Take active steps to restore civilian rule and create conditions necessary for

justice

and

accountability.

Urge the de facto authorities and all relevant Sudanese institutions to:

- Restore judicial independence and reform domestic legal frameworks by repealing immunity provisions in the Armed Forces Act, Police Act, and National Security Act, and removing other legal barriers to prosecuting international crimes;
- Ratify the Rome Statute, the Malabo Protocol, and the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women (CEDAW), and align Sudanese legislation with international definitions of war crimes, crimes against humanity, genocide, and the crime of aggression;
- Grant unimpeded access to the United Nations Fact-Finding Mission on Sudan established under UN Human Rights Council Resolution A/HRC/RES/54/2 (2023), and the African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR) Joint Fact-Finding Mission mandated by ACHPR Resolutions ACHPR/Res.590 (LXXX) 2024 and ACHPR/Res.635 (LXXXIII) 2025;
- Similarly, facilitate full cooperation with the ICC, including executing existing arrest warrants and granting unimpeded access to ICC investigators;
- Ensure victims' right to reparation by introducing enforceable legal provisions for compensation, rehabilitation, and other forms of redress into the national legal framework;
- Ensure full protection of civil society organisations, human rights defenders, journalists, and victims participating in accountability efforts;
- Take immediate steps to prevent, investigate, and prosecute acts of SGBV, both inside Sudan and in displacement settings, including by establishing survivor-centered mechanisms, deploying female-led protection teams, ensuring access to post-rape care and psychosocial services, protecting witnesses from retaliation, and ensuring the fundamental rights of children born as a result of rape, including their right to a birth certificate, identity documentation, healthcare, and education.

Call upon the African Union and regional bodies (PSC, IGAD):

- Mandate and deploy an AU-led peacekeeping force with a robust civilian protection mandate, particularly in high-risk areas such as Darfur and border regions;
- Take a more proactive role in addressing justice and accountability in Sudan, including integrating accountability into peace negotiations and supporting AU-led mediation efforts;

- Facilitate full cooperation with the ICC, including by encouraging AU member states to execute outstanding arrest warrants and uphold their obligations under international law;
- Support, if deemed appropriate, the establishment of a hybrid or special tribunal comprising Sudanese and international judges to prosecute atrocity crimes;
- Engage with civil society actors and WHRDs in refugee-hosting countries, including Chad, and ensure their protection, recognition, and inclusion in regional justice and peace processes;
- Ensure adequate resources and political will to support the ACHPR Sudan Fact-Finding Mission (FFM).

Call upon the United Nations, in particular the Security Council and Human Rights Council, to

- Work with regional actors to establish a civilian protection mission in Sudan, particularly in Darfur;
- Impose a comprehensive arms embargo covering all of Sudan and enforce targeted sanctions against perpetrators of atrocity crimes and those enabling the conflict through financial or logistical support;
- Ensure coordination between the UN Sudan FFM, ACHPR Sudan FFM, and the ICC to avoid duplication and maximise impact;
- Provide political, technical and material support for a hybrid or special court for Sudan if such a process is initiated.

Encourage African states to:

- Enact laws that support the use of Universal Jurisdiction including the AU Model Law on Universal Jurisdiction.
- Utilise universal jurisdiction to investigate and prosecute individuals suspected of international crimes committed in Sudan;
- Support international justice efforts by executing ICC arrest warrants and ensuring cooperation by all States Parties;
- Leverage the International Court of Justice (ICJ) as a forum for seeking provisional measures and addressing violations of international obligations;
- Cease support to Sudan's war economy, including halting financial and diplomatic support to enablers of the conflict or sanctions evasion;
- Provide financial, technical, and political support to Sudanese civil society organisations documenting violations and advocating for justice.

Done at Banjul, October 19th 2025

The Forum

CRES/008/10/25: RÉSOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS

HUMAINS AU TCHAD

Nous, les participants au Forum sur la Participation des ONG à la 85e Session Ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) tenue à Banjul, en Gambie, du 17 au 19 octobre 2025, décidons ce qui suit :

Considérant que la République du Tchad est État membre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;

Considérant l'article 1 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui stipule que « Les États, parties à la présente Charte, reconnaissent les droits, devoirs et libertés énoncés dans cette Charte et s'engagent à adopter des mesures législatives ou autres pour les appliquer » ;

Rappelant et Réaffirmant les Résolutions ACHPR/Res. 541 (LXXIII) 2022 sur la situation des droits de l'homme en République du Tchad ;

Réaffirmant le communiqué de presse de la Commission Africaine des Droits de l'Homme du 24 juin 2025 sur les violences intercommunautaires en République du Tchad ;

Profondément préoccupée par les violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dans la province du Lac située à la frontière avec le Nigeria et principal foyer d'origine de la secte islamiste Boko Haram entraînant par voie de conséquence une grande crise humanitaire, un afflux massif des réfugiés soudanais et une insécurité alimentaire ;

Vivement préoccupée du climat sociopolitique tendu et fragile, marqué par la restriction de l'espace civique et le harcèlement de l'opposition

Considérant les ramifications des différentes crises au Tchad sur la sécurité de la sous-région avec des conséquences économiques et humanitaires dans le bassin du lac Tchad ;

Gardant à l'esprit l'article 58 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui stipule que « Lorsqu'il apparaît à la suite d'une délibération de la Commission qu'une ou

plusieurs communications relatent des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples, la Commission attire l'attention de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement sur ces situations » ;

Le Forum des ONG, recommande à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples

1. **De condamner** la poursuite des violations massives et récurrentes des droits de l'homme dans le pays, qui ont des conséquences économiques et psychosociales sur les populations ;
2. **De demander** de libération sans condition et immédiate avec l'abandon des charges des défenseurs des droits humains, journalistes activistes, manifestants et militant(e)s de la démocratie arrêtés, en l'occurrence le Dr. Succès Masra (ancien Premier Ministre et leader du parti politique d'opposition « Les Transformateurs » ;
3. **D'attirer** l'attention de l'Union Africaine sur les graves cas de violations des droits de l'homme en république du Tchad, et lui recommande de mettre en place une commission d'enquêtes et d'établissement des faits concernant la situation des droits de l'homme dans le pays ;
4. **De demander** à l'Union Africaine d'exhorter les gouvernants à œuvrer sans relâche pour la mise en place d'un cadre propice d'exercice des libertés fondamentales ;
5. **De demander** et rappeler au gouvernement Tchadien de respecter les instruments de promotion et protection des droits humains régionaux et internationaux librement ratifiés, et de mettre en place un cadre juridique de reconnaissance et de protection du statut de défenseur des droits humains.
6. **De demander** à l'union Africaine intercéder auprès du gouvernement tchadien pour l'abrogation du décret n° 2300/PR/MATD/2025, du 17/09/2025 relatif à la déchéance de la nationalité de tchadienne de M. Makaila N'Guebla et M. Charfadine Galmaye, tous deux réfugiés politiques en France pour leur éviter les risques apatridie.

Fait à Banjul, le 19 octobre 2025 Le Forum.

CRES/009/10/25: RÉSOLUTION SUR LA SITUATION DES DROITS DE

L'HOMME EN TUNISIE

Nous, les participants au Forum sur la Participation des ONG à la 85e Session Ordinaire de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) tenue à Banjul, en Gambie, du 17 au 19 octobre 2025, décidons ce qui suit :

Rappelant les obligations régionales et internationales de la Tunisie en vertu de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, du Protocole de Maputo, et d'autres instruments internationaux, ainsi que ses engagements constitutionnels à la protection des libertés civiles, de l'indépendance judiciaire et de la gouvernance démocratique,

Préoccupés par la concentration accrue des pouvoirs exécutifs depuis juillet 2021 au mains du président Kais Saied, le recul du principe de séparation des pouvoirs, l'affaiblissement et la subordination du pouvoir judiciaire, ainsi que par l'absence d'une Cour constitutionnelle indépendante,

Alarmés par la criminalisation croissante des acteurs de la société civile, des défenseurs des droits humains, des journalistes et des personnes œuvrant pour la protection des droits des migrants, y compris à travers des détentions arbitraires, des poursuites judiciaires abusives et des campagnes de diffamation,

Inquiets de la fragilisation des garanties constitutionnelles et des mécanismes institutionnels et judiciaires, compromettant l'accès à la justice et le droit à un procès équitable, notamment au regard de l'affaire dite "complot contre la sûreté de l'État",

Profondément préoccupés par les violations des droits fondamentaux dans les établissements pénitentiaires, notamment la surpopulation carcérale, les conditions inhumaines et le recours excessif à la détention préventive, Constatant la persistance de la torture, des mauvais traitements, des violences basées sur le genre, les violations des droits des personnes LGBTQIA, ainsi que les discriminations et violences à l'encontre des femmes migrantes subsahariennes,

Notant la dégradation de l'espace civique, des libertés de réunion, d'expression et d'association, ainsi que la répression politique accrue,

Nous, participants au Forum, appelons la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples à adopter une résolution sur la situation des droits humains en Tunisie,

laquelle elle :

1. **Exhorte** les autorités tunisiennes à libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion, notamment ceux détenus arbitrairement dans le cadre de l'affaire dite "complot" et des poursuites à caractère politique ou migratoire.
2. **Demande** la fin de la concentration excessive des pouvoirs au sein de la présidence, la restauration de la séparation des pouvoirs, la mise en place effective d'une Cour constitutionnelle indépendante et le rétablissement de l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature conformément aux normes et standards internationaux et régionaux.
3. **Invite** les autorités à garantir le droit à un procès équitable dès l'instruction, à mettre fin aux arrestations arbitraires, à veiller aux conditions humaines en détention, notamment en réduisant la surpopulation carcérale et le recours excessif à la détention préventive, et à enquêter pleinement sur toute allégation de torture ou mauvais traitement.
4. **Exige** la levée des restrictions et la fin de la criminalisation des activités pacifiques des défenseurs des droits humains, de la société civile, des journalistes et des militants politiques, ainsi que le respect des droits à la liberté d'expression, d'association, de réunion pacifique et à la participation politique.
5. **Encourage** la Commission à diligenter une mission d'établissement des faits pour évaluer sur le terrain la situation des droits humains, dialoguer avec les victimes, la société civile et les autorités tunisiennes, et formuler des recommandations concrètes.
6. **Appelle** l'Union Africaine et les partenaires internationaux à soutenir une diplomatie fondée sur les principes, visant le retour à un ordre constitutionnel respectueux des droits humains, la réouverture de l'espace politique, la protection des groupes vulnérables, la coopération pleine et entière avec les mécanismes africains des droits humains, ainsi qu'à plaider pour la réintégration de la déclaration tunisienne conformément à l'article 34(6) du Protocole et une pleine coopération avec le système africain des droits humains.
7. La protection effective des minorités sexuelles et de genre
8. Aligner la définition de la torture telle que disposé par l' article 101 bis du code pénal avec l' article premier de la convention contre la torture.

9. Rétablir le processus de justice transitionnelle, y compris la mise en oeuvre des recommandations de l' IVD par le gouvernement et engager à cette fin des consultations avec toutes les parties prenantes, y compris la société civile.
10. Prendre les mesures nécessaires afin de soutenir les CCS pour leur permettre d' exercer leurs fonctions de manière efficace, impartiale et prompte.
11. Mise en œuvre des procédures judiciaires et autres engagées contre les auteurs des violations graves des droits de l' homme, en particulier les mandats d' amener émis par les Chambres criminelles spécialisées.
12. Donner fin à toutes les poursuites visant la Présidente de l' IVD, Mme Bensedrine et les autres membres de l' IVD.
13. S' assurer de la conformité des mécanismes récents, tels que la Fondation Fidaa ou le décret sur la réconciliation pénale avec les obligations légales de la Tunisie en vertu de la loi de la justice transitionnelle.

Fait à Banjul, le 19 octobre 2025 Le Forum.